

(Source : [Konbini](#))



**Les fournisseurs d'accès Internet devront conserver et rendre accessibles les données de **chaque utilisateur** pendant un an pour tous les services d'État, police comprise.**

Jeudi 17 novembre, le gouvernement britannique a remonté le temps jusqu'à 1984 en adoptant ce qui est décrit comme “la loi de surveillance la plus extrême jamais votée dans une démocratie”.

Le projet de loi avait été présenté par Theresa May, alors ministre de l'Intérieur, pour la première fois en 2012. Il aura fallu deux tentatives à la nouvelle Première ministre britannique pour faire passer l'Investigatory Powers Bill, la Loi sur les pouvoirs d'investigation, surnommée *Snooper's Charter* (la charte des fouineurs) par les citoyens.

Selon le [magazine en ligne Zdnet](#), le texte prévoit que tous les mouvements sur Internet soient désormais documentés. Les fournisseurs d'accès seront obligés de garder une trace de l'historique Web **de tous leurs clients** sur un an et de le rendre accessible aux services d'État. La loi autorise également les agences de renseignement à hacker les ordinateurs et

autres appareils connectés.

Amnesty International a publié un communiqué qui avertit les Britanniques sur les dangers de l'Investigatory Powers Bill :

**“Votre historique Internet sera classé et conservé. Vos e-mails et vos messages seront traités, parfois lus, et stockés. Et les services secrets ne seront pas les seuls autorisés à fouiner, la police et les appareils d'État le seront aussi.”**

Ceux qui utilisent le Web pour se fournir en drogue ou chercher sur google “Pourquoi Nicolas Cage est en couverture d'un manuel scolaire de biologie serbe” (question légitime, [il l'est vraiment](#)), seront tous grillés.

Edward Snowden a qualifié sur Twitter cette loi comme étant “la plus extrême jamais adoptée dans une démocratie occidentale” :

**“The UK has just legalized the most extreme surveillance in the history of western democracy. It goes farther than many autocracies.”**  
<https://t.co/yvmv8CoHrj>

— Edward Snowden (@Snowden) [November 17, 2016](#)

*Traduction : “Le Royaume-Uni vient d'adopter la loi de surveillance la plus extrême jamais adoptée dans une démocratie occidentale. Elle va plus loin que celles de beaucoup d'autocraties.”*

Amnesty International a [lancé une campagne et une pétition](#) pour encourager les citoyens britanniques à contacter leurs députés via Twitter et, plus tôt cette semaine, Joe Cannataci, rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à la vie privée, a laissé entendre que le pouvoir devrait rendre la surveillance de masse illégale plutôt que de la légitimer, [affirmant que cette loi allait à l'encontre des droits de l'homme](#).

Mais en dépit de ces critiques, le gouvernement britannique persiste, affirmant qu'il ne fait que renforcer une loi qui existait déjà, pour l'adapter aux technologies actuelles. Le Royaume-Uni n'est pas le seul à avoir adopté une loi de ce type, c'est aussi le cas de l'Allemagne et de [la France](#), principalement à cause de la peur des attaques terroristes.

Donald Trump a également fait part de son intérêt pour une collaboration étroite avec les services secrets.

Partager cet article :

[Facebook](#)  
[Twitter](#)  
[Google+](#)  
[Pinterest](#)

À lire également :

---



[Je vois... je vois... toute votre vie sur Internet](#)



[Internet : la police a désormais accès à toutes vos données personnelles](#)



[Canada : le projet de loi C-30 de cybersurveillance, digne des mesures de guerre](#)

## La loi de surveillance "la plus extrême" du monde occidental - l'exemple du Royaume-Uni



France : l'adoption de la liberticide surveillance de masse est confirmée